



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 10/09/2025

**Nos réf. :** SAU/GB/MI n° 25 - 491

**Affaire suivie par :** Guillaume BOUXIN  
guillaume.bouxin@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03 51 37 61 70

**Courriel :** ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORD EST**

Le Val de Magnant

10110 BAR-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702694

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 août 2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Le Val de Magnant - 10110 BAR-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 26 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur les ISDND en post-exploitation. Le site de BAR-SUR-SEINE, exploité par SUEZ, est passé en 2006 puis en 2018 en suivi long terme.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377

10025 TROYES cedex

[www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr](http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- Le Val de Magnant - 10110 BAR-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702694
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV NORD EST exploitait une installation de stockage de déchets non dangereux sur le site de BAR-SUR-SEINE. Le site conserve une activité limitée de transit de déchets non dangereux.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3	Sans objet
2	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.5	Sans objet
3	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.4	Sans objet
4	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 3	Sans objet
5	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.6	Sans objet
6	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi post-exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Mise en place d'un programme de surveillance post-exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un programme permettant de respecter à minima les obligations du présent article.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 4.4 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence semestrielle. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>

Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :

- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un tiers indépendant de l'exploitant peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

#### **Constats :**

Les résultats du suivi des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année via le rapport annuel d'activité.

L'exploitant a transmis les rapports annuels de 2023 et 2024.

L'exploitant dispose d'un contrat avec un laboratoire agréé afin de réaliser l'ensemble des suivis.

Pour chaque ouvrage, le contrat prévoit les contrôles réglementaires, la périodicité et le contenu des analyses prévues.

L'exploitant utilise le logiciel SYNERGIE (similaire aux installations en exploitation) pour le suivi et l'archivage des données.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Suivi post-exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.5

**Thème(s) :** Actions régionales, Suivi des lixiviats

#### **Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

IV. Les lixiviats sont traités dans une installation externe. L'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les six mois.

Les paramètres contrôlés sont les suivants : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols.

#### **Constats :**

L'exploitant réalise un suivi mensuel des volumes de lixiviats collectés.

Le site dispose de deux bassins de collecte dédiés à l'ancien site (BAR 1) et l'extension (BAR 2).

L'analyse de la composition des lixiviats est réalisée semestriellement.

Un contrôle des derniers rapports d'analyses a été réalisé par échantillonnage.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalies dans les volumes collectés ou de dépassements dans les paramètres suivis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 3 : Suivi post-exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.4

**Thème(s) :** Actions régionales, Suivi des eaux de ruissellement

#### **Prescription contrôlée :**

En fonctionnement normal, la qualité des eaux pluviales collectées, non susceptibles d'être polluées, est déterminée par :

- un prélèvement représentatif des eaux contenues dans le bassin de rétention
- une analyse chimique des eaux par un laboratoire agréé par le Ministère en charge de l'Environnement.

Les analyses sont effectuées au minima semestriellement.

Le réseau et les dispositifs concourant à la gestion des eaux de ruissellement doivent être entretenus périodiquement afin qu'ils puissent assurer efficacement la collecte puis la gestion de ces eaux.

#### **Constats :**

Le site dispose de 2 bassins de récupération des eaux de ruissellement.

L'exploitant réalise sur ces bassins une analyse semestrielle des eaux.

L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyses, un contrôle par échantillonnage de ces données a été réalisé.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de dépassements sur les points contrôlés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Suivi post-exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats des analyses sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, norme...). Ils ont également accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus depuis l'autorisation de l'exploitation. Ces résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi. En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question. En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un suivi trimestriel des eaux souterraines. L'exploitant a fourni les résultats de mars et mai 2025 ainsi que les rapports de 2024. Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les valeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi post-exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Suivi du biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression des puits de collecte de biogaz. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les 6 mois a minima. Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima tous les six mois : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O2).

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise semestriellement un suivi de la composition du biogaz produit sur les paramètres CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>.</p> <p>L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyses.</p> <p>Après vérification par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Suivi post-exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2020, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un contrôle mensuel de la zone afin de vérifier le bon état et éventuellement d'assurer l'entretien :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la clôture et des portails d'accès ;</li> <li>• du réseau de captation des lixiviats ;</li> <li>• du réseau de captation et de traitement du biogaz ;</li> <li>• de la couverture finale ;</li> <li>• des fossés de collecte des eaux pluviales ;</li> <li>• des piézomètres ;</li> <li>• de la végétation.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise un entretien périodique de ses bassins et réseaux.</p> <p>La surface complète est fauchée une fois par an. Lors des rondes mensuelles, le bon état de l'ensemble du site est vérifié.</p> <p>Une visite sur site a permis de constater le bon entretien du site.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>